

Les Burkinabè préoccupés par la situation économique et la direction du pays

Dépêche No. 398 d'Afrobarometer | Agnès Kaboré et Augustin Loada

Résumé

En plus d'être confrontés à d'immenses défis sécuritaires et humanitaires depuis quelques années, les Burkinabè font face à une situation économique difficile. Même avant l'arrivée de la pandémie de la COVID-19, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel annuel du pays s'est ralentie en 2019, et le secteur agricole, qui emploie 80% de la population active, a été caractérisé par une campagne déficitaire en ce qui concerne la production céréalière (Institut National de la Statistique et de la Démographie, 2019).

Selon la dernière enquête Afrobarometer, menée en décembre 2019, la majorité des Burkinabè pensent que l'orientation actuelle du pays s'inscrit dans la mauvaise direction et que la situation économique du pays est assez mauvaise. Parmi les besoins fondamentaux non-satisfaits, c'est surtout le manque de revenus en espèces auquel la grande majorité fait face, mais des proportions importantes de la population manquent également au moins « quelques fois » de nourriture, de l'eau potable, et des soins médicaux.

Malgré leurs critiques de la performance gouvernementale en matière des questions économiques, les Burkinabè sont partagés sur leurs propres conditions de vie, et ils demeurent majoritairement optimistes sur les conditions économiques du pays pour les 12 mois à venir.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2020 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe Afrobarometer au Burkina Faso, dirigée par le Centre pour la Gouvernance Démocratique, a interviewé 1.200 adultes burkinabè en décembre 2019. Pour assurer la sécurité des agents enquêteurs, Afrobarometer a ajusté son échantillon initial en remplaçant 12 communes dans les régions du Sahel, de l'Est, du Nord, du Centre Est, et de la Boucle du Mouhoun par des communes plus sécurisées à l'intérieur des mêmes régions. Alors que ces substitutions pourraient avoir un léger impact sur les réponses à certaines questions (telles que celles liées à la sécurité), cette approche n'entache pas la représentativité de l'échantillon ni au niveau national ni au niveau régional.

Un échantillon de 1.200 donne des résultats au niveau pays avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été menées au Burkina Faso en 2008, 2012, 2015, et 2017.

Résultats clés

- Près des deux tiers (64%) des Burkinabè pensent que l'orientation actuelle du pays s'inscrit dans la mauvaise direction.
- Plus de la moitié des enquêtés (52%) affirment que la situation économique du pays est assez mauvaise voire très mauvaise.
- Par contre, presque la moitié (47%) des enquêtés disent que leurs propres conditions de vie sont bonnes, tandis que 43% les considèrent comme mauvaises.
- Près de la moitié (46%) des enquêtes affirment que les conditions économiques du pays se sont empirées comparées à il y a 12 mois, contre un quart (25%) qui pensent qu'elles se sont améliorées.
- Cependant, six Burkinabè sur 10 (60%) pensent que les conditions économiques du pays seront « meilleures » ou « bien meilleures » dans une période de 12 mois.
- Neuf Burkinabè sur 10 (89%) affirment avoir vécu un manque de revenus en espèces au moins quelques fois durant les 12 derniers mois, et quatre sur 10 avouent qu'il leur est arrivé au moins quelques fois de faire face à un manque d'eau potable (39%) et un manque de soins médicaux (40%).
- Trois Burkinabè sur 10 (32%) estiment être « quelques fois », « souvent », ou « toujours » traités injustement par le gouvernement sur la base de leur situation économique.
- Plus de la moitié des Burkinabè ont une bonne appréciation des efforts du gouvernement pour l'amélioration des services de santé de base (56%) et la satisfaction des besoins en éducation (56%). Mais bien peu de citoyens ont une bonne appréciation de ses actions pour l'amélioration des conditions de vie des pauvres (35%) et pour la création d'emplois (32%).

La situation économique et l'orientation du pays

Alors qu'au début de son mandat en fin 2015, le président du Burkina Faso a pris l'engagement de « dynamiser les secteurs porteurs pour l'économie et les emplois » (Gouvernement du Burkina Faso, 2016), les Burkinabè ont aujourd'hui un sentiment d'insatisfaction à l'égard de la situation économique du pays.

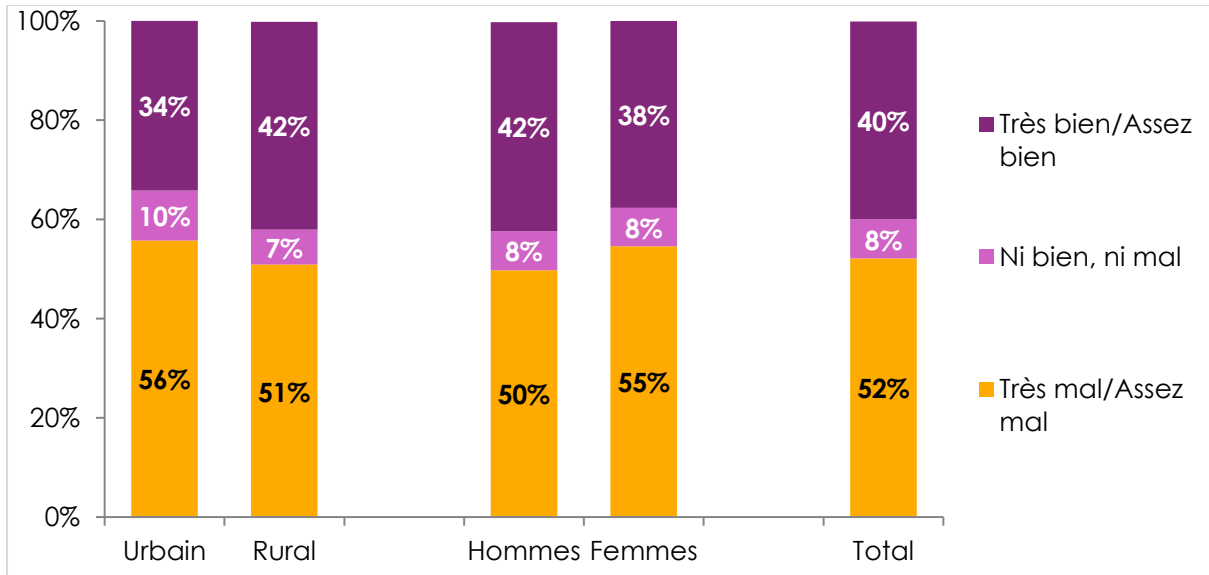
Plus de la moitié (52%) des Burkinabè pensent que la situation économique actuelle du pays est mauvaise, contre 40% qui affirment au contraire qu'elle est bonne (Figure 1). Les citoyens sont relativement plus nombreux que les ruraux à juger négativement la situation économique (56% contre 51%). De même, plus de femmes que d'hommes considèrent la situation économique comme étant mauvaise (55% contre 50%).

Plus généralement, presque deux tiers (64%) des enquêtés pensent que l'orientation du pays s'inscrit dans la mauvaise direction (Figure 2). Aussi bien les jeunes (64%) que leurs aînés (65%) partagent le même avis. Une légère différence est observée selon le niveau d'instruction: Les citoyens de niveaux primaire (67%) et secondaire (67%) sont relativement plus nombreux que les non instruits (63%) à penser que le pays est orienté dans la mauvaise direction. Cependant, les citoyens les plus instruits sont nettement moins nombreux (59%) à partager cette opinion.

Comparativement à 2017, les deux indicateurs ci-dessus mesurés ont connu une baisse significative. Ainsi, la proportion des citoyens qui estiment que la situation économique du

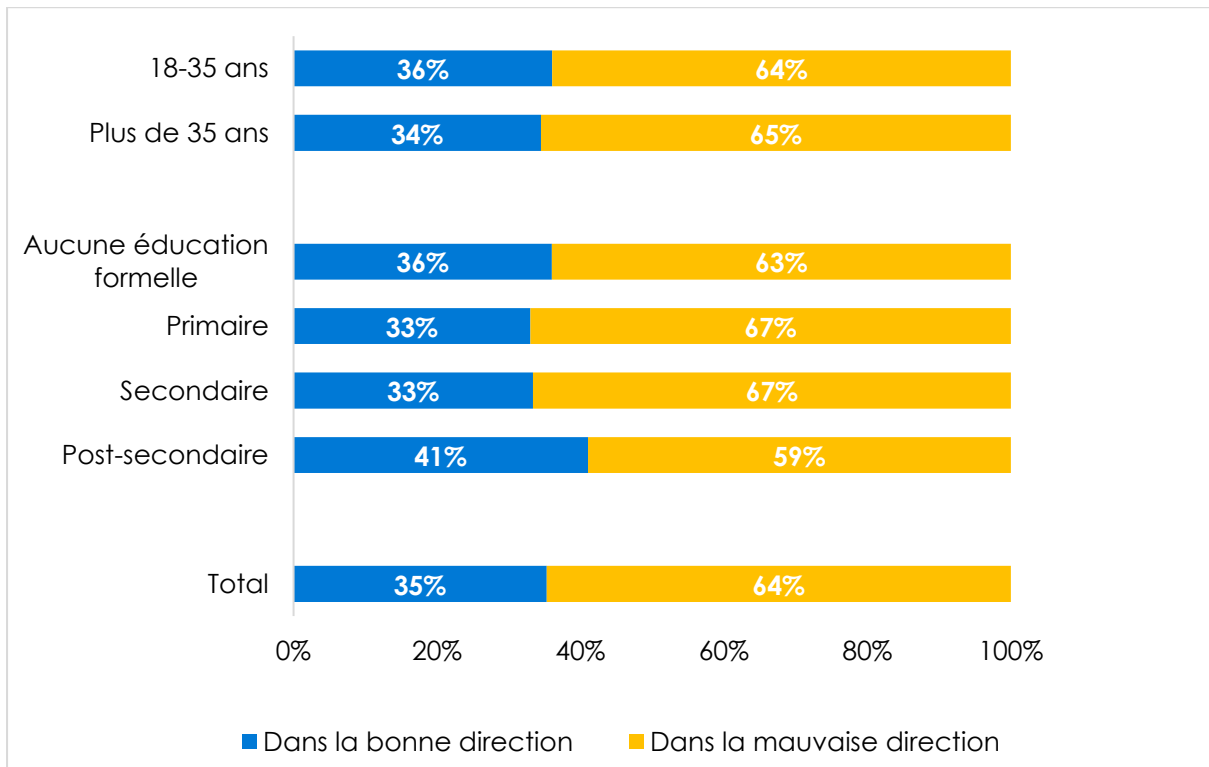
pays est bonne est passée de 48% à 40% entre 2017 et 2019, tandis que la proportion de ceux qui affirment que le pays va dans la bonne direction est passée de 55% à 35% au cours de la même période (Figure 3).

Figure 1: Situation économique du pays | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



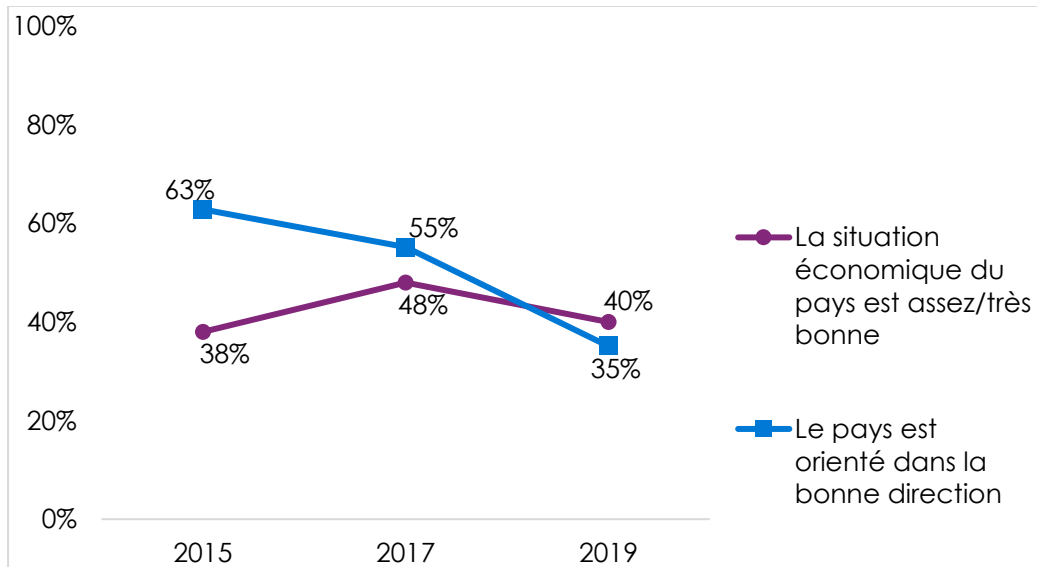
Question posée aux répondants: De manière générale, comment décririez-vous la situation économique actuelle du pays?

Figure 2: Orientation du pays | par âge et niveau d'instruction | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction?

Figure 3: Orientation et situation économique du pays | Burkina Faso | 2015-2019



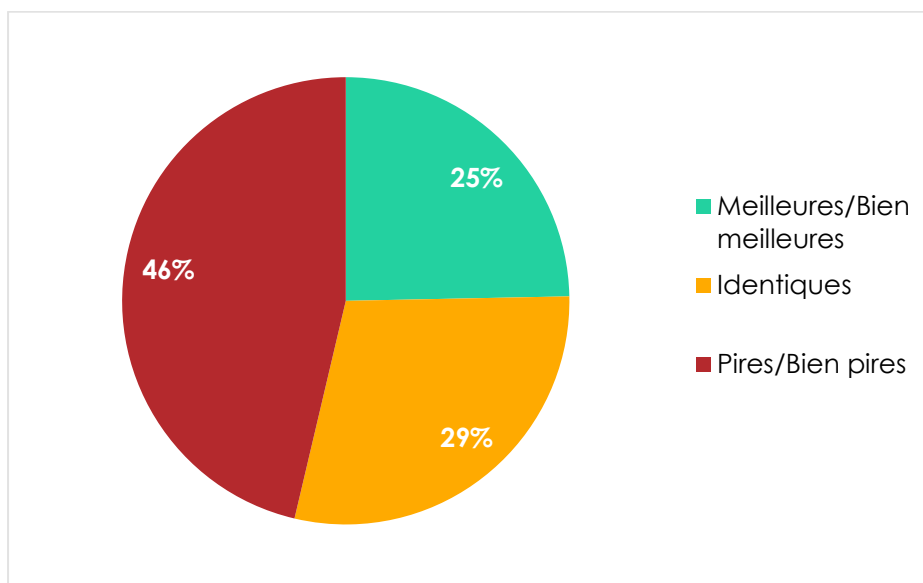
Questions posées aux répondants:

*De manière générale, comment décririez-vous la situation économique actuelle du pays?
 Diriez-vous que le pays va dans la mauvaise ou la bonne direction?*

Les Burkinabè ont un sentiment d'aggravation relative de la situation économique par rapport à l'année passée. Presque la moitié (46%) des enquêtés pensent que les conditions économiques du pays, comparées à celles d'il y a 12 mois, se sont empirées, contre un quart (25%) qui perçoivent une amélioration, et 29% qui pensent qu'elles restent inchangées (Figure 4).

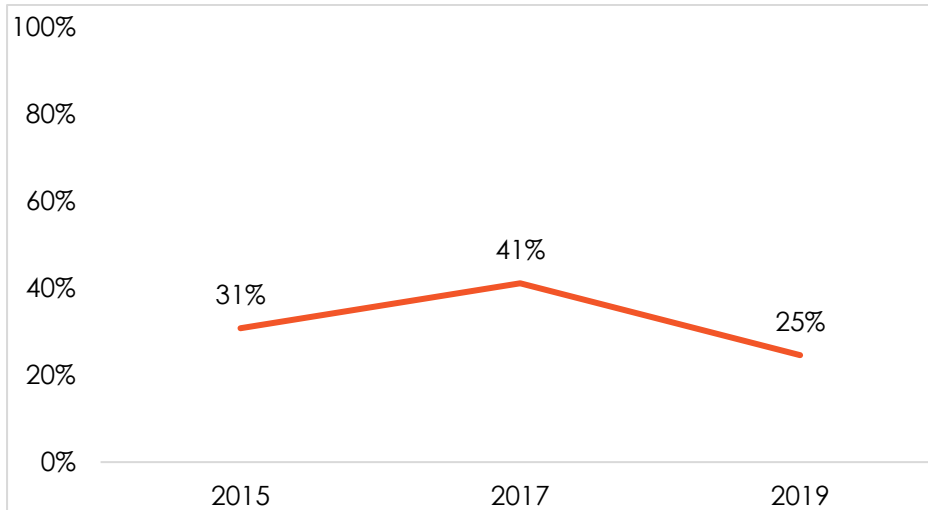
Il est à noter qu'entre 2017 et 2019, la proportion des Burkinabè ayant le sentiment d'une amélioration de la situation économique du pays s'est dégradée (de 41% à 25%) (Figure 5).

Figure 4: Conditions économiques du pays comparées à il y a 12 mois | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: *Considérant le passé, comment évaluez-vous les conditions économiques de ce pays comparées à il y a 12 mois?*

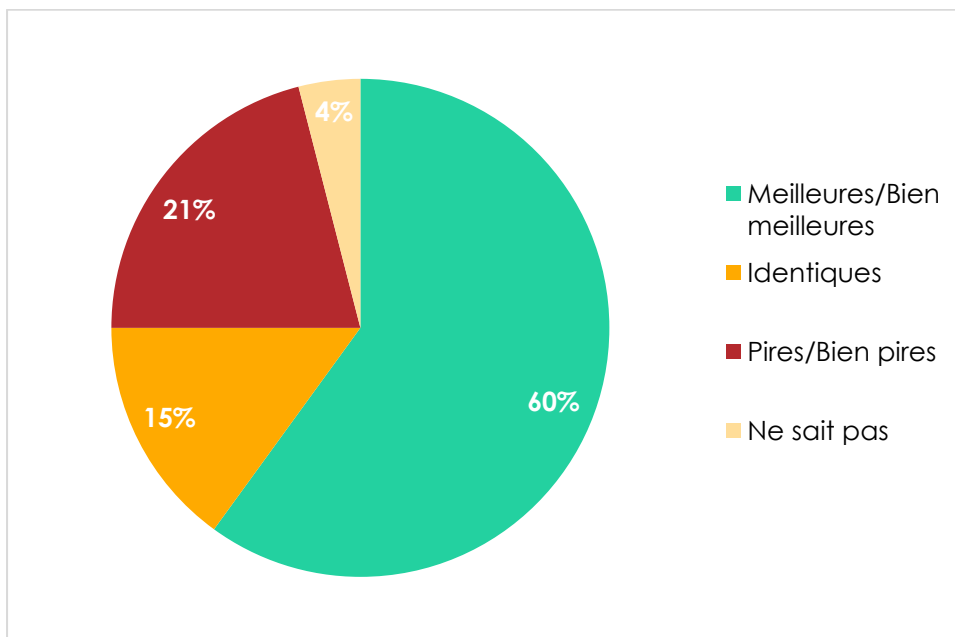
Figure 5: Conditions économiques du pays meilleures comparées à il y a 12 mois
 | Burkina Faso | 2015-2019



Question posée aux répondants: *Considérant le passé, comment évaluez-vous les conditions économiques de ce pays comparées à il y a 12 mois? (% de ceux qui les trouvent « meilleures » ou « bien meilleures »)*

Cependant, en fin 2019, les Burkinabè étaient majoritairement optimistes sur les conditions économiques du pays dans les 12 mois à venir. Six enquêtés sur 10 (60%) pensent qu'elles vont s'améliorer pendant l'année prochaine, contre 21% qui pensent qu'elles seront pires (Figure 6). Les attentes sont pratiquement identiques que ce soit en milieu urbain ou rural, chez les hommes ou chez les femmes.

Figure 6: Conditions économiques du pays dans les 12 mois à venir | Burkina Faso
 | 2019



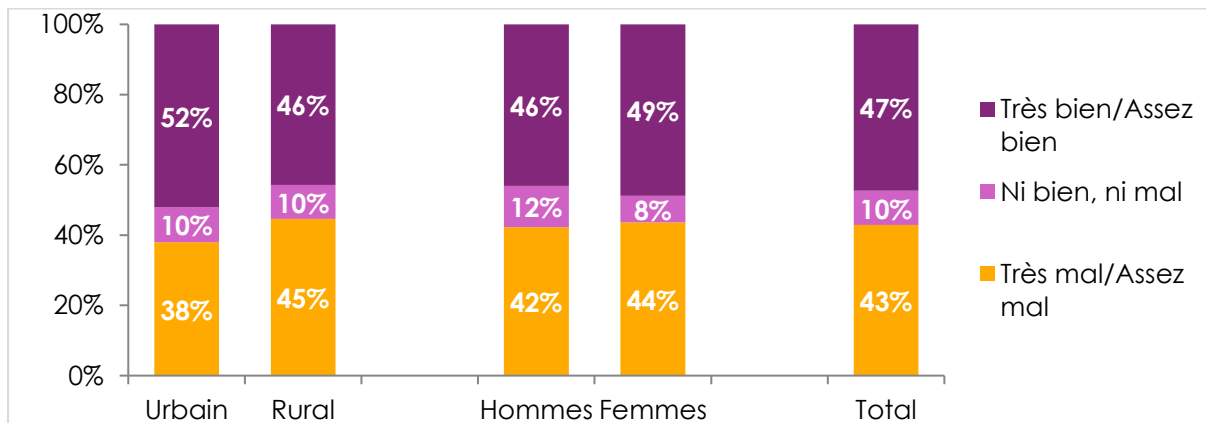
Question posée aux répondants: *Considérant l'avenir, prévoyez-vous que les conditions économiques de ce pays dans une période de 12 mois seront meilleures ou pires?*

Conditions de vie personnelles

Malgré leurs opinions plutôt négatives de la situation économique du pays, les Burkinabè sont partagés quant à leurs propres conditions de vie: 47% des enquêtés pensent qu'elles sont « assez » ou « très » bonnes, contre 43% qui les considèrent comme étant mauvaises (Figure 7).

Les enquêtés résidant en milieu urbain sont relativement plus nombreux que ceux résidant en milieu rural à apprécier positivement leurs conditions de vie actuelles (52% contre 46%).

Figure 7: Conditions de vie personnelles | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: De manière générale, comment décririez-vous vos propres conditions de vie actuelles?

Néanmoins, des proportions importantes de la population burkinabè font face à des manques concernant les besoins primaires, ce que nous appelons la « pauvreté vécue ».

La grande majorité (89%) des citoyens déclarent avoir eu à faire face à un manque de revenus en espèces au moins « quelques fois » au cours des 12 derniers mois. Environ un tiers (32%) d'entre eux affirment qu'il leur est arrivé au moins quelques fois de vivre un manque de nourriture au cours de la même période. Quatre personnes sur 10 avouent avoir vécu un manque d'eau potable (39%) et un manque de soins médicaux (40%) au moins quelques fois. Quant au combustible pour la cuisson des repas, 24% des enquêtés disent qu'ils en ont manqué quelques fois, souvent, ou toujours (Figure 8).

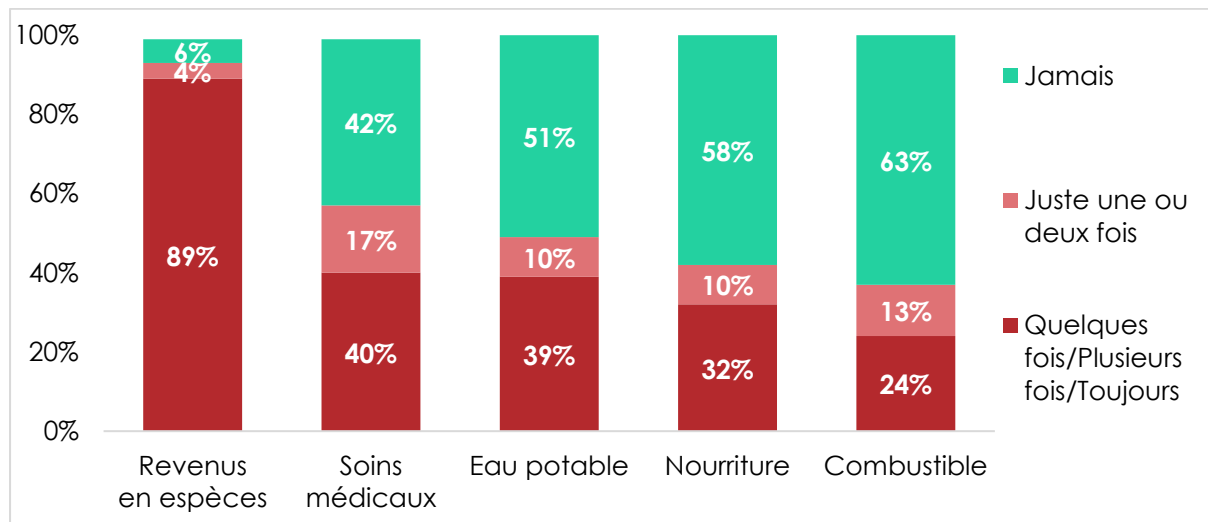
Une analyse par milieu de résidence (Figure 9) montre que les ruraux sont relativement plus nombreux que les citadins à vivre les manques ci-dessus mentionnés sauf le manque de combustible. Ainsi, au cours des 12 derniers mois, 92% des ruraux ont fait face au manque de revenus au moins quelques fois, contre 83% des citadins. Quant au manque de nourriture en quantité suffisante, 36% des citoyens en milieu rural l'ont vécu, contre 22% des citadins.

Les inégalités d'accès à l'eau potable et aux soins médicaux entre les milieux urbain et rural sont encore plus profondes. En effet, l'incidence du manque d'eau potable est deux fois plus importante en milieu rural (44%) qu'en milieu urbain (22%). En outre, on observe un écart de 19 points de pourcentage entre les ruraux (45%) et les citadins (26%) dont les besoins en soins médicaux sont restés insatisfaits au moins quelques fois au cours des 12 derniers mois. Cependant, relativement plus de citadins (27%) que de ruraux (23%) font face au manque de combustible.

Un regard rétrospectif montre une diminution de la corvée d'eau depuis 2015. En effet, la proportion des Burkinabè ayant vécu au moins quelques fois le manque d'eau potable au

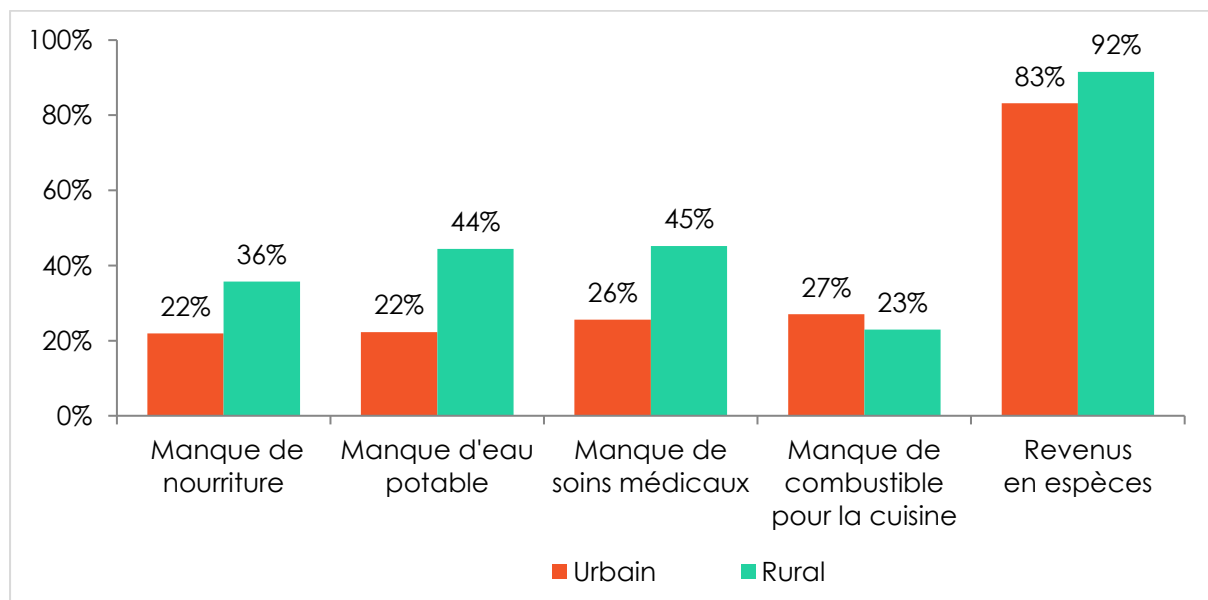
cours de l'année écoulée est passée de 52% en 2015 à 44% en 2017 et à 39% en 2019 (Figure 10). Malgré les efforts du gouvernement en matière de santé, avec notamment la politique de gratuité des soins en faveur des femmes enceintes et des enfants de moins de 5 ans, on note que l'accès aux soins médicaux ne s'est pas amélioré depuis 2015.

Figure 8: Pauvreté vécue: Manque de biens de première nécessité | Burkina Faso | 2019



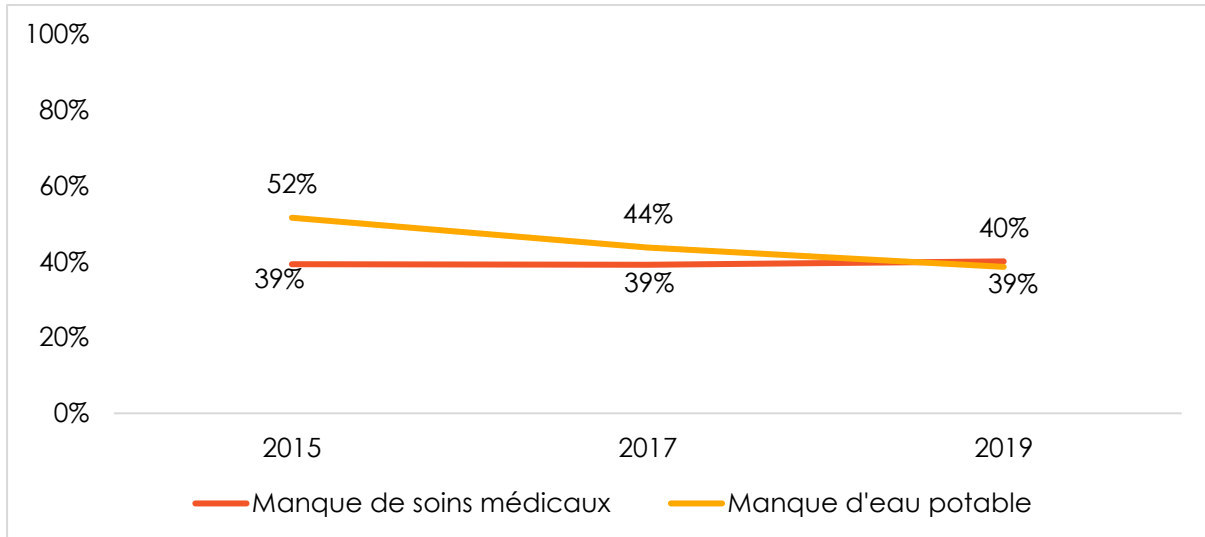
Questions posées aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous ou un membre de votre famille avez-dû faire face à un manque de: Nourriture suffisante pour manger à sa faim? Eau potable pour les besoins domestiques? Médicaments ou de soins médicaux? Combustible pour la cuisson des repas? Revenus en espèces?

Figure 9: Pauvreté vécue | par milieu de résidence | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille avez-dû faire face à un manque de Nourriture suffisante pour manger à sa faim? Eau potable pour les besoins domestiques? Médicaments ou de soins médicaux? Combustible pour la cuisson des repas? Revenus en espèces? (% « quelques fois » ou « plusieurs fois » ou « toujours »)

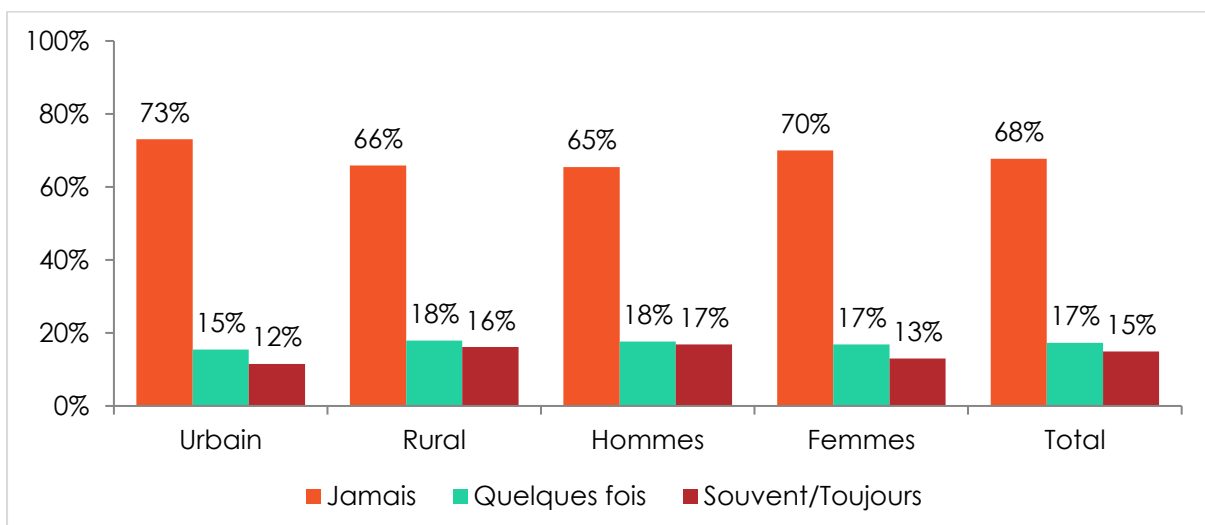
Figure 10: Confrontés au manque d'eau potable et au manque de soins médicaux au moins quelques fois | Burkina Faso | 2015-2019



Question posée aux répondants: Au cours des 12 derniers mois, combien de fois, le cas échéant, est-ce que vous, ou un membre de votre famille avez-dû faire face à un manque de: Eau potable pour les besoins domestiques? Médicaments ou soins médicaux? (% « quelques fois » ou « plusieurs fois » ou « toujours »)

Même si la grande majorité des enquêtés (68%), que ce soit en milieu urbain (73%) ou en milieu rural (66%), chez les hommes (65%) ou chez les femmes (70%), affirment que les gens comme eux ne sont jamais injustement traités par le gouvernement sur la base de leur situation économique, il faut toutefois souligner que trois Burkinabè sur 10 (32%) pensent qu'ils sont traités injustement « quelques fois », « souvent », ou « toujours » sur la base de leur degré de richesse ou de pauvreté (Figure 11).

Figure 11: Sentiment de traitement injuste basé sur la situation économique | par milieu de résidence et sexe | Burkina Faso | 2019

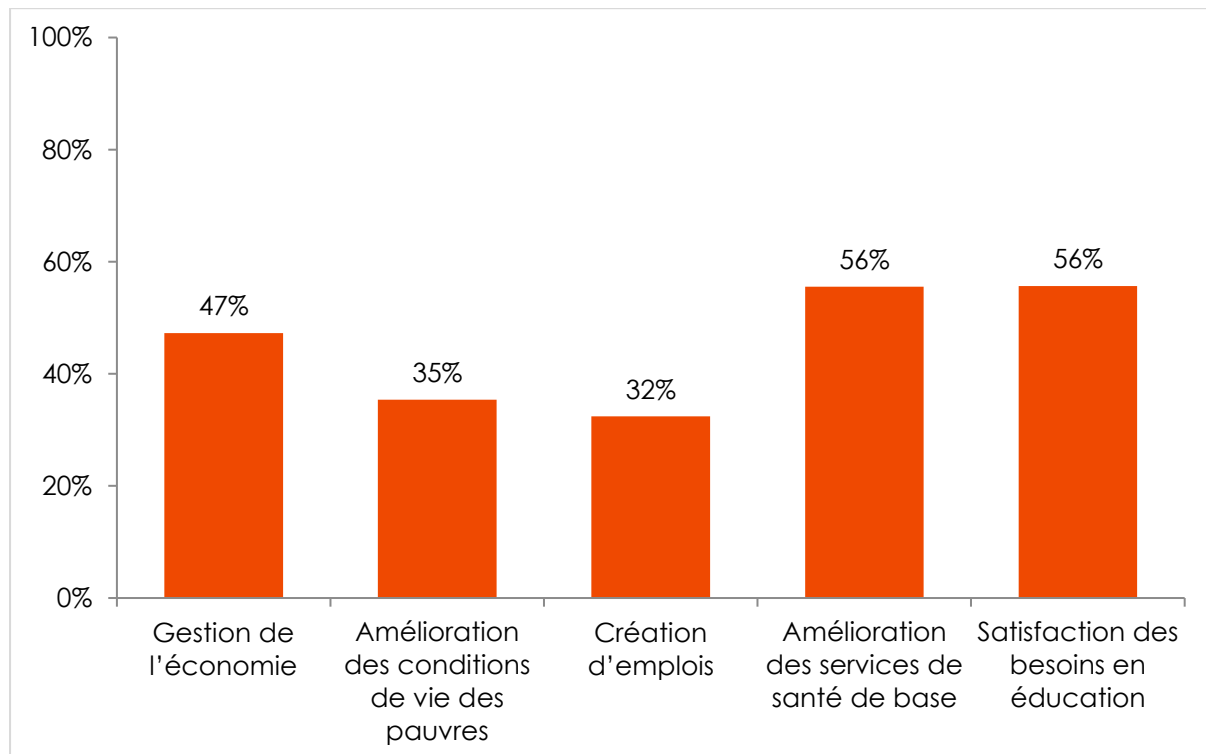


Question posée aux répondants: A quelle fréquence, éventuellement, des gens comme vous sont-ils injustement traités par le gouvernement sur la base de votre situation économique, c'est-à-dire, votre degré de richesse ou de pauvreté?

Performance économique du gouvernement burkinabè

En termes de performance économique (Figure 12), moins de la moitié des citoyens burkinabè (47%) pensent que le gouvernement gère très bien ou plutôt bien l'économie. Environ trois citoyens sur 10 ont une bonne appréciation de la manière dont le gouvernement travaille à l'amélioration des conditions de vie des pauvres (35%) et à la création d'emplois (32%). Mais plus de la moitié des Burkinabè affirment que le gouvernement travaille très bien ou plutôt bien à l'amélioration des services de santé de base (56%) et à la satisfaction des besoins en éducation (56%).

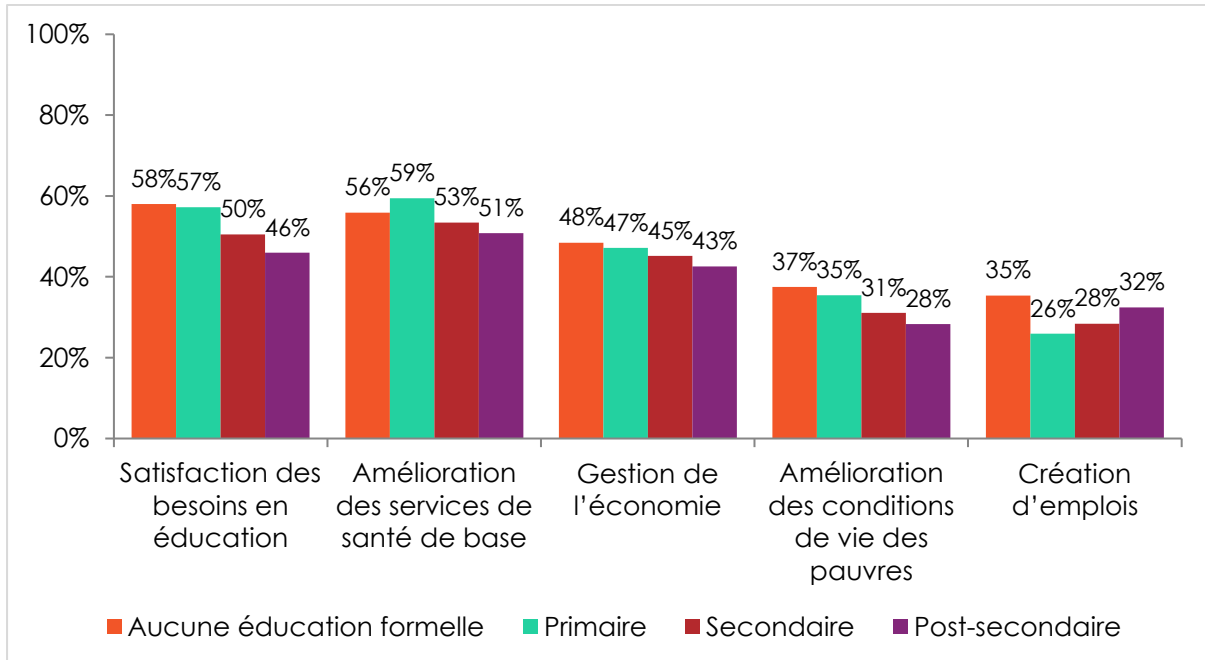
Figure 12: Bonne performance du gouvernement par rapport à différentes préoccupations | Burkina Faso | 2019



Questions posées aux répondants: Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% « très bien » ou « plutôt bien »)

L'appréciation de la performance économique du gouvernement diffère selon le niveau d'instruction; globalement, les plus instruits sont les plus critiques (Figure 13). Par exemple, tandis que 58% des citoyens sans aucune instruction formelle approuvent les efforts du gouvernement en éducation, seulement 46% de ceux du niveau post-secondaire sont d'accord. De même, juste 28% des universitaires pensent que le gouvernement travaille bien pour l'amélioration des conditions de vie des pauvres, contre 37% des répondants sans instruction formelle.

Figure 13: Bonne performance du gouvernement par rapport à différentes préoccupations | par niveau d'instruction | Burkina Faso | 2019



Question posée aux répondants: Qualifiez la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% « très bien » ou « plutôt bien »)

Conclusion

La majorité des Burkinabè pensent que le pays se dirige dans la mauvaise direction et que la situation économique du pays est mauvaise. Une bonne partie des Burkinabè mènent une existence caractérisée par un manque de plusieurs biens de première nécessité et estiment que le gouvernement ne fait pas assez pour l'amélioration des conditions de vie des pauvres.

Toutefois, les Burkinabè demeurent majoritairement optimistes quant aux conditions économiques futures du pays et sont satisfaits des actions du gouvernement pour l'amélioration des services de santé de base et de l'offre éducative.

A 12 mois des élections présidentielles et législatives, les attentes des Burkinabè vis-à-vis de la classe dirigeante demeurent énormes. Mais vont-ils exprimer ces attentes lors de ces élections? Encore faut-il que les différents concurrents aux élections proposent des programmes pertinents et crédibles.

Faites vos propres analyses des données d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays et le round d'enquêtes qui vous intéressent. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

Gouvernement du Burkina Faso. (2016). Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020.

Institut National de la Statistique et de la Démographie. (2020). Tableau de bord de l'économie No. 04/2019.

Agnès Kaboré est statisticienne au Centre pour la Gouvernance Démocratique (CGD), Ouagadougou. Email: kaboreagnes@gmail.com.

Augustin Loada, professeur de droit public et de science politique, est le coordonnateur général de l'enquête d'Afrobarometer au Burkina Faso. Email: aloada@hotmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'University of Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer a bénéficié du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 398 d'Afrobarometer | 19 octobre 2020